

## Le Danemark suspend son aide à la Tanzanie après des propos anti-gay

BBC Afrique, 15 novembre 2018 Le Danemark suspend 9,8 millions de dollars d'aide à la Tanzanie après des "commentaires homophobes inacceptables" d'un haut responsable politique, déclare un ministre. La ministre du Développement, Ulla Tornaes, n'a pas nommé le fonctionnaire mais s'est déclarée "très préoccupée" par les commentaires.

Le mois dernier, Paul Makonda, commissaire de la capitale commerciale Dar es Salaam, a appelé le public à signaler les homosexuels présumés à la police. Il a dit qu'il mettrait sur pied une équipe de surveillance pour retrouver les homosexuels. Le gouvernement a dit à l'époque que M. Makonda exprimait son opinion personnelle et non la politique du gouvernement. Les actes homosexuels sont illégaux en Tanzanie et passibles de 30 ans de prison. Depuis l'élection du président John Magufuli en 2015 les propos homophobes et jugés comme tels ont augmenté. En 2017, le sous-ministre de la Santé du pays a défendu la menace de publier une liste de gays. "Je suis très préoccupé par l'évolution négative en Tanzanie. Plus récemment, les déclarations homophobes totalement inacceptables d'un commissaire", a déclaré Mme Tornaes sur Twitter. "J'ai donc décidé de suspendre l'aide de 65 millions de couronnes danoises au pays. Le respect des droits de l'homme est crucial pour le Danemark." Le Danemark est le deuxième plus grand donateur de la Tanzanie. Mme Tornaes a également reporté un voyage prévu dans ce pays d'Afrique de l'Est, a rapporté le radiodiffuseur danois DR. Le gouvernement tanzanien n'a pas encore fait de commentaires après cette décision. M. Makonda - un allié de première heure du président John Magufuli - a déclaré le mois dernier qu'il s'attendait à des critiques internationales pour sa position, mais il a ajouté : "Je préfère mettre ces pays en colère que mettre Dieu en colère". Le gouvernement s'est distancié de son point de vue, affirmant qu'il "ne faisait qu'exprimer son opinion personnelle". Il a déclaré que le gouvernement "continuerait à respecter et à faire respecter tous les droits de l'homme, comme le prévoit la Constitution du pays". Début novembre, dix hommes ont été arrêtés pour la présumé célébration d'un mariage homosexuel sur l'île tanzanienne de Zanzibar. Cette décision a été condamnée par les groupes de défense des droits de l'homme.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});